

Occupation sans frontières Le modèle israélien de « guerre globale » déterritorialisée

Jean-Pierre Garnier

On a l'habitude, lorsqu'il est question du soi-disant « conflit israélo-palestinien »¹, de distinguer entre le territoire national israélien, tel qu'il avait été officiellement (re) défini — sauf par les gouvernements sionistes successifs²! — avec sa nouvelle frontière internationalement reconnue de 1967 (la « ligne verte »), et les « territoires occupés » (Cisjordanie, bande de Gaza et Jérusalem-Est), espace fragmenté d'un virtuel État palestinien. Mais chacun sait, même s'il est convenu pour des raisons diverses et parfois opposées de feindre de l'ignorer, que, confrontée aux réalités du « terrain », cette cartographie est purement imaginaire. Et pas seulement en raison des redécoupages géographiques résultant de l'évolution conjoncturelle des rapports de forces (extension des colonies, construction d'une « barrière de séparation », retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza...).

Si l'on délaisse la carte pour le territoire, on s'apercevra que, *de facto*, il n'existe plus qu'un seul État, non reconnu comme tel, bien sûr, dont les frontières se confondent désormais avec celles de la Palestine³, où les forces d'occupation sont libres d'aller et venir à leur guise, et d'y faire ce que bon leur semble pour surveiller, opprimer, réprimer, spolier et évincer la population palestinienne. Avec, au plan militaire, une particularité : le rôle-clef imparti par les stratèges de « Tsahal » au

1. Cette formulation médiatico-diplomatique renvoie dos à dos les Israéliens et les Palestiniens alors qu'il s'agit d'un face-à-face entre colonisateurs et colonisés, puissance occupante et peuple occupé.

2. Les dirigeants de l'État d'Israël ont toujours refusé de définir — au sens de fixer définitivement — les frontières de celui-ci pour pouvoir annexer toujours davantage de territoire palestinien.

3. Et même un peu au-delà, si l'on tient compte de l'occupation illégale du Golan syrien ou l'empiètement de quelques hectares sur le territoire libanais (fermes de Chabba).

remodelage permanent de l'espace dans ses trois dimensions. Que ce soit par le biais de l'aménagement, l'urbanisme et l'architecture, de la création de « zones spéciales de sécurité » au profit des colons, ou de « zones militaires fermées » enclavant les communautés palestiniennes, de « destructions ciblées » de bâtiments, de plantations ou d'individus, du contrôle de l'espace aérien et maritime ou des ressources aquifères, de la métamorphose orchestrée de l'environnement qui le tend méconnaissable pour ses habitants originels, tout est mis en œuvre pour dissoudre le sentiment d'appartenance des habitants arabes à ce qui était leur territoire, pour les en déposséder, non seulement au sens juridique, mais surtout aux plans pratique et symbolique. Et, par là, les priver de l'un des fondements majeurs de leur identité collective en tant que peuple.

Cette particularité stratégique confirme l'État juif dans son statut à la fois politique et anthropologique d'« état d'exception », expression à prendre ici dans ses deux acceptions. D'abord, s'agissant de la population arabe, les règles censées définir le rapport des citoyens à l'espace habité dans un État de droit démocratique – pour reprendre la formulation idéologique consacrée – ne s'appliquent que de manière très partielle pour les ressortissants de celui d'Israël, étant entendu qu'elles sont purement et simplement ignorées dans les zones qu'il contrôle hors de ses frontières officielles. Ensuite, comparés à d'autres, les dispositifs territoriaux propres à la domination sioniste présentent une indéniable singularité, encore que certains d'entre eux risquent fort, dans les années qui viennent, de devenir la règle dans un monde où l'impératif sécuritaire sert dorénavant de boussole aux gouvernements.

Sous couvert de « guerre globale

contre le terrorisme et la criminalité », en effet, l'instrumentalisation de l'espace pour le rendre plus facilement « défendable » contre les menées d'un ennemi protéiforme compte parmi les innovations très prisées en matière de police des populations. Or, « occupés » ou non, les territoires de l'ancienne Palestine font à cet égard figure de terrains d'expérimentation idéaux pour les guerres « de basse intensité » à venir que les forces de l'ordre de « l'Occident » sont appelées à mener, sur ses marges mais aussi en son sein même, contre les rébellions provoquées par les méfaits du capitalisme « globalisé ».

Déterritorialiser l'identité palestinienne

À l'intérieur du territoire de l'État sioniste, posséder la nationalité israélienne ne garantit nullement contre la dépossession. Les droits ne seront pas les mêmes selon l'appartenance ethnique. Un juif bénéficiera d'un statut de citoyen à part entière, mais un Israélien d'origine arabe ne sera qu'un citoyen de seconde zone : il n'aura pas le droit d'effectuer le service militaire ; beaucoup de métiers, dans la fonction publique, notamment, lui sont interdits ainsi que nombre de lieux car il fait l'objet d'une suspicion systématique et sera soumis à des « contrôles d'identité » répétés. Sans oublier le rôle négatif des mariages religieux non juifs – dans cet État théocratique, le mariage civil n'existe pas – et la loi qui empêche tout citoyen d'origine arabe de voter pour un parti qui ne respecterait pas... le caractère « juif » de l'État israélien ! Un citoyen israélien d'origine arabe n'a pas non plus le droit de construire (ou l'obtient très difficilement) ni d'être propriétaire immobilier, même si sa famille a vécu depuis des décennies sur le territoire israélien et

même bien avant. Ce qui autorise d'innombrables démolitions et expulsions sous des prétextes aussi divers que fallacieux⁴.

En zone occupée, tandis que le colon juif jouira des mêmes droits de propriété ou d'accès que ses coreligionnaires sur des terres illégalement confisquées aux Palestiniens, ces derniers vivront sous la menace permanente d'être évincés de leur habitat pour être parqués dans des zones de relégation éloignées, dépourvues des moyens minimaux d'une existence décente. Avec pour horizon non avoué parce qu'inavouable le « transfert » de la majorité de la population palestinienne hors de Palestine⁵. Pour qualifier les procédés auxquels ont recours les occupants et la visée qui les inspire, les opposants juifs à cette politique discriminatoire n'hésitent plus à parler de « nettoyage ethnique », dès lors que l'on peut définir comme telle « l'expulsion par la force d'une région ou un territoire particulier afin d'homogénéiser une population ethniquement mixte », avec pour intention de « provoquer l'évacuation de la plus grande partie des résidents, mettant tous les moyens à la disposition de celui qui expulse »⁶.

Priver les Palestiniens de leur(s) terre(s) ou de leur(s) liberté(s) dans leur espace de vie, participe d'un projet qui va bien au-delà des objectifs habituels de toute entreprise coloniale. Il s'agit aussi et, peut-être, surtout, de les priver par ce biais de leur identité en tant que peuple. S'ils n'ont sans doute pas lu les écrits du marxiste dissident Henri Lefebvre, les stratèges sionistes, dont certains se plaisent, comme on le verra, à se référer aux théorisations de penseurs français postmodernes (Deleuze, Guattari, Derrida...), semblent en tout cas aussi convaincus que le philosophe et sociologue progressiste français – mais

dans une perspective politique évidemment inverse – de l'existence d'un lien consubstantiel entre l'identité d'un groupe social et l'appropriation d'un territoire. Car H. Lefebvre avait bien mis en évidence la dissolution de l'une lorsque l'autre était rendue impossible : « Les cultures, les consciences des peuples, des groupes et même des individus n'évitent pas la perte d'identité, qui s'ajoute aux autres terreurs. Références et référentiels venus du passé se dissolvent. Les valeurs érigées ou non en "systèmes" plus ou moins cohérents s'effritent en se confrontant à la perte d'espace. Rien ni personne ne peut éviter l'épreuve de l'espace. Plus et mieux, un groupe, une classe ou fraction de classe, ne se constituent et ne se reconnaissent comme "sujets" qu'en engendrant (produisant) un espace⁷. »

H. Lefebvre évoquait souvent le cas de la classe ouvrière française, « déportée », comme disaient les contestataires de l'époque, des quartiers populaires – qui cesseront dès lors de l'être – par la « rénovation » du centre des agglomérations des années 60 en France, vers la périphérie dans des lotissements pavillonnaires ou des « grands ensembles ». Aussi atomisants l'un que l'autre, par l'incitation au repli familialiste sur le logement et la disparition des lieux publics, ces deux modèles d'une « urbanisation sans urbanité » allaient efficacement contribuer à dissoudre l'identité collective prolétarienne. Dans un tout autre contexte, mais où la domination de l'espace va également de

4. Pierre Stamboul, « Terre promise. Promise pour qui ? », *CAPJPO-EuroPalestine*, 14-03-2007.

5. Tanya Reinhardt, *Détruire la Palestine. Terminer la guerre de 1948*, La Fabrique, 2002.

6. Illan Pappé, *The Ethnic Cleaning of Palestine*, Oneworld Publications, Oxford, 2006.

7. H. Lefebvre, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1986.

pair avec la domination par l'espace, les conclusions qu'en avaient tirées H. Lefebvre semblent guider la puissance occupante israélienne : « Les idées, représentations, valeurs, qui ne parviennent pas à s'inscrire dans l'espace en engendrant (produisant) une morphologie appropriée se dessèchent en signes, se résolvent en récits abstraits, se changent en fantasmes. L'investissement spatial, la production de l'espace, ce n'est pas un incident de parcours, mais une question de vie ou de mort⁸. »

Dans le cas des Palestiniens, c'est de destruction et de désinvestissement de l'espace qu'il conviendrait de parler. On ne s'attardera pas ici, tant ces réalités sont connues, sur l'extension continue des colonies ou l'apparition de nouvelles sur les meilleurs emplacements au détriment de leurs occupants originels ; ni sur les 250 000 Palestiniens pris au piège entre la « ligne verte », de plus en plus fantomatique, et une « barrière de séparation » de plus en plus réelle ; ni sur le réseau de voies rapides « de contournement », hachant le territoire, qui relie les colonies entre elles et à Israël, exclusivement réservées aux conducteurs et aux passagers juifs ; ni sur la construction de ponts et le creusement de tunnels qui évitent à ceux-ci tout contact, même visuel, avec leurs homologues palestiniens ; ni sur les innombrables zones ou bandes dites de sécurité où le droit de tuer ces derniers sans sommation est devenu coutumier. Néanmoins, au-delà des amputations territoriales, un aspect de ces infrastructures mérite d'être souligné : elles ne visent pas seulement à contrôler et séparer, mais aussi à hiérarchiser.

Établies pour la plupart au sommet de collines ou sur leurs pentes les plus élevées, les colonies surplombent les

8. *Ibid.*

vallées où se trouvent les villes et les villages palestiniens. Quant aux autoroutes où filent les véhicules munis des plaques distinctives les autorisant à y circuler, elles passent, dans la majorité des cas, au-dessus des routes plus ou moins bien asphaltées, quand elles ne sont pas de terre battue, par où transitent péniblement les Palestiniens entre deux *checkpoints* où ils auront toutes les chances d'être bloqués pour une durée indéterminée. C'est que la partition imposée par le colonisateur n'est pas seulement horizontale : elle se double d'une partition verticale.

Après avoir fragmenté ce qui reste du territoire de la Palestine à coups de murs, de clôtures et de remblais, les planificateurs israéliens s'efforcent de relier les enclaves qui en résultent pour qu'elles fassent système, mais selon deux géographies séparées et superposées correspondant chacune à un type de population. Deux réseaux territoriaux vont ainsi se chevaucher, sans jamais communiquer, sur une même aire. L'un sera en quelque sorte le « territoire d'en haut », celui des colonies – un petit nombre de complexes résidentiels soignés situés dans les hauteurs et reliés par un réseau efficace de transport réservé aux résidents et à leurs visiteurs ; l'autre, « en bas », dans les vallées et au pied des collines, sera ce qui restera de la Palestine, une succession de villes et de villages surpeuplés et mal entretenus, connectés de façon précaire par des tunnels ou des souterrains toujours susceptibles d'être obturés par l'occupant. Est-il besoin de préciser l'impact psychologique et la signification symbolique d'une telle organisation de l'espace ? Comment les Palestiniens, ainsi rabaissés au statut d'habitants de niveau « inférieur » sur leur propre territoire pourraient-ils encore s'y sentir « chez eux » ?

Pour ce qui est des sionistes qui en ont pris possession, Eyal Weizman, architecte et chercheur israélien, militant anti-colonialiste, parle, dans un ouvrage critique remarquablement argumenté et documenté sur lequel on reviendra, d'un « paradoxe de la double vision »⁹. L'interprétation du panorama diffère, en effet, selon que l'on a affaire aux militaires ou aux colons. Pour les uns, qui le considèrent à partir de critères d'ordre stratégique ou tactique, les sites constituent des menaces à neutraliser ou des positions à tenir. Pour la plupart des colons, les sites sont d'abord appréhendés comme des composantes d'un paysage « biblique » : les maisons en pierre des villages palestiniens, l'étagement des terrasses d'oliviers et les routes poussiéreuses sont lus comme autant de signifiants historico-culturels. Dans le premier cas, les Palestiniens « locaux » seront vus d'emblée comme des ennemis. Dans le second, ils seront invisibles ou tout au plus perçus comme des figurants folkloriques rattachés à un passé archaïque.

C'est ainsi qu'« un écart se creuse entre ce que les militaires et le gouvernement veulent que les colons voient (sites d'importance stratégique nationale et objets humains soumis à un contrôle étatique), ce que les colons imaginent qu'ils voient (un paysage biblique pastoral avec ses personnages), et ce que les colons voient réellement : la vie quotidienne des Palestiniens et leur pauvreté sous l'occupation ». Selon l'auteur, la polysémie de ce panorama recèle un « cruel paradoxe : la véritable chose qui rend le paysage « biblique » ou « pastoral » – l'habitat traditionnel et la culture en terrasses, les champs d'oliviers, et bâtiments de pierre et la présence de troupeaux – est produite par les Palestiniens, ces gens-là mêmes que les colons aimeraient bien déplacer ». Suit

une métaphore qui ne vaut pas que pour le « regard »... ou l'aveuglement sioniste, mais pour celui de bien des touristes de par le monde : « Comme un décor de théâtre, le panorama est vu comme un paysage monté de toutes pièces par des machinistes invisibles qui doivent s'esquiver de la scène quand les lumières s'allument. »

On se doute qu'entre les registres visuels du danger, de l'authenticité biblique, de la pastoralité indigène et de l'invisibilité politique, le Palestinien réel ne peut plus trouver sa place. Mais la dépossession territoriale ne s'arrête pas là.

Une déconstruction permanente

La réponse ou, plus exactement, la riposte militaire¹⁰ des Etats-Unis aux attaques terroristes du 11 septembre 2003 sur leur territoire a été baptisée opération *Enduring Freedom*, « Liberté immuable », mais on se souvient peut-être que cette appellation en remplaçait une autre : *Infinite Justice*. Officiellement, cette appellation avait été délaissée parce qu'elle aurait pu froisser la susceptibilité de la communauté musulmane : l'islam enseigne, en effet, que seul Allah peut apporter une « justice infinie ». En réalité, c'est « l'opinion publique » occidentale que l'expression risquait d'indisposer. Accolée à la notion de « justice », l'épithète « infinie », traduite de surcroît par « sans limites » dans certains pays dont la France, recelait une fâcheuse connotation : elle donnait l'impression que l'on aurait plutôt affaire à une « vengeance sans limites » aussi bien

9. Eyal Weizman, *Hollow land, Israel's architecture of occupation*, Verso, 2007.

10. Qui dit réponse, dit question. Or, le gouvernement étasunien s'est toujours refusé à poser politiquement la question du « pourquoi ? » de ces attentats.

dans l'espace et dans le temps que par les moyens utilisés. Ce qui fut et continue à être effectivement le cas, comme le prouvent les innombrables massacres, tortures, exactions et destructions perpétrés en Irak comme en Afghanistan par les armées de la « coalition », les troupes ou les bandes des chefs de guerre « alliés » ou les mercenaires des sociétés privées appelés en renfort. Sans parler de l'ouverture du bague de Guantanamo et des « restitutions extraordinaires », à savoir la « délocalisation » de la torture dans des pays où celle-ci compte parmi les pratiques ordinaires du « renseignement ». Mais, à l'époque, pour enrôler les gouvernements dans cette croisade, et les aider à surmonter les oppositions qu'elle pouvait susciter, les « communicants » du Pentagone se devaient de trouver une dénomination qui la rendrait plus présentable. Ce fut donc « liberté immuable », rassurant mot d'ordre dont l'atemporalité presque métaphysique permettait de confirmer subrepticement, au passage, l'indissociabilité de la liberté de l'individu et de celle de l'entreprise dans un « monde libre » devenu quasi planétaire.

En réalité, c'est le « sans limites » qui, dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », devait prévaloir sur le terrain des opérations. Et, là encore, Israël avait depuis longtemps pris les devants, en particulier dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une panoplie guerrière où l'instrumentalisation de l'espace joue un rôle déterminant.

S'il fallait résumer ce qui caractérise le mode de domination territorial adopté par le sionisme, et qui commence à faire école au sein des états-majors du complexe militaro-policière en charge de

11. Eyal Weizman, *Hollow land...*, op. cit. Seul un des chapitres de ce livre a été publié en français : Eyal Weizman, *À travers les murs L'architecture de la nouvelle guerre urbaine*, La Fabrique, 2008, 102 p.

revient au même, leur instabilité à la fois chronique et systématique. Or, cette fluctuation ne se reflète pas seulement dans la matérialité des dispositifs de contrôle, changeant au gré des décisions prises par les autorités politico-militaires israéliennes, dans l'apparition ou la disparition des infrastructures ou installations délimitant les zones de libre circulation pour les uns et interdites aux autres, dans le processus rarement interrompu de grignotage des terres au profit des colons, qui isole Jérusalem, morcelle et cloisonne l'espace restant encore dévolu aux Palestiniens.

Plus profondément, toutes les actions menées pour « sécuriser Israël », en deçà ou au-delà de ses frontières officielles, ont pour effet de rendre caduque la distinction nette et durable entre le dedans et le dehors, l'espace public et l'espace privé, l'ennemi intérieur et l'ennemi extérieur, le local et le global. Cette indistinction va bien au-delà de ses dimensions spatiales puisqu'elle rend flou ce qui sépare la paix de la guerre, le civil du militaire, le légal de l'illégal, le licite de l'illicite ou le réel du virtuel. On pourrait presque parler d'une perte du sens de la limite, s'il ne s'agissait, précisément, d'un *modus operandi* très concerté puisqu'il vise à déconcerter un adversaire dont on sait plus s'il est lui-même effectif ou imaginaire.

On doit à l'architecte israélien mentionné plus haut, Eyal Weizman, enseignant et théoricien au Centre de recherches architecturales du Goldsmiths College de Londres, un ouvrage magistral consacré à déconstruire « l'architecture de l'occupation » sioniste et les discours de ses artisans, militaires ou civils¹¹. Outre les qualités hors pair tant théoriques et analytiques que stylistiques dont fait montre l'auteur, on y découvre que la « nouvelle guerre urbaine » où s'inscrivent les remodelages et les usages

tous azimuts de l'espace auxquels se livrent les occupants israéliens pour venir à bout de la résistance palestinienne et, au-delà, de l'existence des Palestiniens en tant que peuple, fait désormais partie intégrante de la « guerre globale » menée partout ailleurs, y compris en France dans les « cités », contre un ennemi aux multiples visages.

Photos, cartes, plans et croquis à l'appui, E. Weizman dissèque le « régime spatial de l'occupation », c'est-à-dire la réinterprétation, le refaçonnage et la réutilisation dont l'espace fait l'objet de la part de l'armée israélienne pour que celui-ci ne soit plus simplement le « site » des opérations, mais « un support voire un dispositif ». Avec un objectif qui transparaît au travers des tactiques et techniques mises en œuvre : faire en sorte que l'ennemi palestinien, réel ou présumé tel, ne se sente jamais « sur son terrain ». Ainsi, lors de leurs incursions dans les vieux quartiers des villes, les villages et les camps palestiniens pour « localiser et interpeller les terroristes » ou, purement et simplement, les éliminer, les forces armées sionistes ont trouvé un moyen inédit d'éviter de s'engager dans les rues tortueuses ou les ruelles au risque de se heurter à des résistants embusqués derrière une barricade ou de tomber sous les balles d'un sniper posté sur une terrasse : passer d'une maison, d'un appartement ou d'une pièce à l'autre en défonçant les murs, les cloisons et les planchers. C'est ainsi que plus de la moitié des constructions de la casbah de Naplouse ont été éventrées pour ouvrir des passages¹².

On a là un parfait exemple de ce que E. Weizman entend par « architecture de l'occupation ». Car il va de soi qu'en matière d'occupation du territoire, c'est-à-dire de contrôle, de répression et de déplacement des populations, l'art de

construire est indissociable de celui de détruire. Le terme d'architecture, dans ce contexte, revêt deux significations différentes mais complémentaires. D'une part, il désigne l'agencement et la configuration des « structures qui soutiennent matériellement l'occupation », sans oublier « la complicité des architectes qui les dessinent ». Il permet ainsi de « lire le caractère politique de l'architecture israélienne au travers de la façon dont les forces sociales, économiques, nationales et stratégiques se solidifient dans l'organisation, la forme et l'ornementation des maisons, des infrastructures et des colonies ». D'autre part, le mot architecture est « employé comme une manière conceptuelle d'appréhender les questions politiques comme des réalités construites ». Dans ce cas, « l'occupation est vue comme ayant des propriétés architecturales — en ceci que ses territoires sont appréhendés comme une « construction » architecturale — qui tracent les grandes lignes de la façon dont elle est conçue, comprise, organisée et mise en œuvre. Les architectes sont alors les militaires, les politiciens, les activistes sionistes »¹³.

Cette « conceptualisation » du *modus operandi* spatial de l'occupation, proposée par E. Weizman, ne fait que répondre de manière critique aux pseudo-théorisations dont ces tactiques et techniques guerrières innovantes font l'objet de la part des militaires israéliens eux-mêmes. Par coquetterie intellectuelle, mais surtout pour « remettre en cause les doctrines militaires existantes, déconstruire les doxa fossilisées et inverser les hiérarchies institutionnelles », ceux-ci

12. Parallèlement, l'aviation israélienne réduisait à néant de nombreux bâtiments, parmi lesquels des monuments historiques de grande valeur patrimoniale (caravansérail, église, mosquée, fabriques traditionnelles...).

13. *Hollow land...*, op. cit.

font, en effet, souvent appel aux « théories critiques postmodernes et post-structuralistes »¹⁴, pourtant élaborées à des fins émancipatrices selon leurs auteurs, en particulier des penseurs français tels Jacques Derrida, Gilles Deleuze, Félix Guattari, Guy Debord... Détournés de leur vocation subversive, un certain nombre de concepts vont ainsi être repris au service de la répression. Par exemple, le passage à travers les murs et l'irruption brutale et parfois meurtrière de la soldatesque sioniste au cœur des foyers palestiniens¹⁵, qui met fin à l'intimité de l'espace privé domestique converti en lieu de transit alternatif à la voirie publique interdite par la résistance, a été labellisée sous l'appellation de « géométrie urbaine inversée », empruntée à G. Debord. De même, les officiers israéliens emploient souvent l'expression « lisser l'espace », inspirée du *distinguo* opéré par Deleuze et Guattari dans *Mille Plateaux* entre « espaces lisses » et « espaces striés ». Cela, précisait le général Shimon Naveh, responsable d'un *think tank* chargé de reconceptualiser la tactique, la stratégie et l'organisation des interventions militaires en territoires occupés, « pour parler d'une façon d'aborder une opération dans un espace comme s'il n'y avait aucune frontière. Nous essayons de produire un espace

14. À travers les murs..., *op. cit.*

15. Cette méthode « passe-muraille » n'a rien de bénin pour la population civile. Outre le traumatisme et l'humiliation qui en résultent, elle donne lieu à des violences physiques diverses (jets de grenades incapacitantes et tirs préventifs dans les pièces occupées par des habitants pris au dépourvu, regroupements, fouilles en règle et confinements dans une pièce sans eau, sans nourriture, ni médicaments ni accès aux sanitaires, tabassages des récalcitrants...). E. Weizman signale que des dizaines de Palestiniens ont péri dans leur domicile au cours de ce genre d'opérations.

16. À travers les murs, *op. cit.*

opérationnel tel que ses frontières ne nous affectent pas [...]. Transgresser les limites est la définition même de la dimension "lisse" »¹⁶.

Cette « dimension lisse », c'est-à-dire la possibilité pour l'armée d'occupation de se jouer des frontières qu'elle ne cesse par ailleurs de créer ou de modifier au sein de l'espace palestinien, lui a permis de passer d'un ancien mode de domination territoriale à un nouveau, « déterritorialisé ». Baptisé « occupation par disparition » dans le jargon de l'OTRI (Institut de recherches de théorie opérationnelle), il est moins coûteux en pertes financières aussi bien qu'humaines, du moins tant que l'on ne prend pas en considération ses effets parmi la population palestinienne, exactement inverses.

Prison, laboratoire et vitrine à ciel ouvert

Quand les Forces de Défense Israéliennes (FDI) se retirent d'un territoire, ce n'est que pour mieux le contrôler et y intervenir à distance à l'aide de technologies de plus en plus sophistiquées. Songeons aux drones pour la surveillance aérienne rapprochée, que l'on équipe parfois de missiles pour les « exécutions ciblées » de résistants. Les FDI reviennent de temps à autre, aussi, par mer ou par terre harceler les habitants suspectés à tort ou à raison d'être en cheville avec les « terroristes ». Non contentes d'assigner les Palestiniens à résidence dans des enclaves coupées du monde extérieur, les autorités sionistes peuvent, si elles le jugent nécessaire, empêcher quiconque d'y pénétrer, y compris des étrangers – membres des organisations humanitaires internationales, journalistes ou même diplomates –, notamment pour imposer un *black-out* sur la nature et les résultats des représailles exercées contre la

population. Bref, en infraction avec les principes élémentaires du droit international, Israël se comporte plus que jamais en terrain conquis dans des territoires qui ne font pas partie du pays, comme s'il avait la pleine souveraineté sur eux.

Encerclements, raids, bombardements, blocus terrestres ou maritimes de villages et de villes, expéditions punitives dans les quartiers ou les camps de réfugiés, fermetures sans préavis de points de passage ou barrages de routes inopinés, couvre-feu interminables, arrestations arbitraires, assassinats « ciblés » avec ou sans « dommages collatéraux », démolition de maisons, d'équipements, d'édifices religieux, mise à sac et pillage de magasins, de dispensaires, d'écoles, arrachages ou incendies d'oliviers, dispersion de troupeaux, confiscation des biens... On n'en finirait plus d'énumérer les types d'opérations « musclées » menées sans relâche pour faire en sorte que la vie des Palestiniens devienne littéralement invivable sur leur territoire, et que celui-ci, dès lors, leur apparaisse peu à peu, non plus comme leur mais comme celui des « autres » ou d'« eux », c'est-à-dire des occupants.

Face à cette politique discriminatoire du pouvoir sioniste qui ne sait plus quoi inventer — si l'on peut dire — pour empêcher les Palestiniens et, à un degré moindre, les Israéliens arabes de mener une existence normale, les observateurs et commentateurs les plus critiques comparent fréquemment ce que le territoire palestinien est devenu pour ses habitants d'origine à une gigantesque « prison à ciel ouvert ». Un point de vue encore exprimé récemment par Aharon Shabtai, poète israélien et helléniste de renommée mondiale. « Israël, est en train de devenir une colonie sous égide américaine. Cette colonie est dirigée par

les oligarques, l'armée et le Shin Beth. Le pays est une prison. Il inclut trois millions et demi de natifs [habitants d'origine palestinienne] qui sont parqués dans des cellules territoriales, dans ces camps et des ghettos, tandis que se met en œuvre une politique démographique clairement raciste, orientée vers la purification ethnique¹⁷. » Mais, qu'en est-il pour les citoyens juifs ? « La prison, répond A. Shabtai, dispose aussi d'aménagements spéciaux pour les geôliers israéliens. Ceux-ci vivent dans des bulles, coupés de la réalité des natifs. Quelque chose comme la Zone Verte de Bagdad. Ici comme là-bas, nous avons des parcours de golf, des cafés, des résidences et des institutions culturelles pour les familles des dirigeants. »

Métaphore outrée et simplificatrice ? Élargie à d'autres pays, elle résume assez bien le rôle pilote qu'est en train de jouer Israël en matière de « prévention situationnelle » appliquée, entre autre, à l'aménagement de l'espace urbain, dans un monde où le gouvernement par la peur apparaît à nouveau comme le moyen le plus efficace de susciter l'adhésion des gouvernés et de les maintenir dans la passivité¹⁸. E. Weizman n'a pas manqué, dans l'introduction de son ouvrage, de souligner en quoi les techniques de domination coloniale testées par Israël dans l'espace palestinien étaient appelées à faire école à l'échelle planétaire dans les « centres métropolitains des cités globales » que l'on ne cesse de « bunkeriser » pour les mettre à l'abri des « nouvelles hordes de barbares » qui rôdent aux alentours. Il est significatif, note-t-il, que la poussée des colonies sionistes en Cisjordanie et à

17. Aharon Shabtai, entretien avec Europalestine, 4 juillet 2008.

18. Sur ce thème, voir mon article « Politiques de la peur », *Réfractons* n°17, hiver 2007-2008

Gaza durant les années 80 ait coïncidé avec la fuite, durant l'ère Reagan, des classes moyennes étasuniennes vers des « résidences encloses » par des murs protecteurs et gardées par des vigiles : les unes et les autres « se sont érigées contre la pauvreté et la violence qu'elles avaient elles-mêmes produites ». C'est pourquoi, ajoute E. Weizman, « l'architecture de l'occupation israélienne peut être vue comme un accélérateur et une accélération d'autres processus globaux, un scénario du pire de la globalisation capitaliste et de ses retombées spatiales »¹⁹.

L'essayiste Naomi Klein, connue pour ses positions anti-impérialistes et anticapitalistes, partage pleinement ce point de vue. À ses yeux, les militants des droits de l'homme qui comparent Gaza et la Cisjordanie à des prisons à ciel ouvert devraient également les considérer comme des bancs d'essai et des lieux démonstration pour l'emploi de tactiques ou de technologies de surveillance, de contrôle et de neutralisation. Pour peu que l'on s'intéresse de près au boom du secteur israélien de la sécurité intérieure, on s'aperçoit que les « territoires » sont aussi « des laboratoires où les techniques terrifiantes de nos États sécuritaires sont testées sur le terrain. Les Palestiniens – qu'ils vivent en Cisjordanie ou dans ce que les politiciens israéliens appellent déjà le "Hamastan" – ne sont plus seulement des cibles. Ce sont des cobayes²⁰. » De là à inférer que le sécuritaire et ses multiples artefacts en sont venus, pour l'État sioniste, à constituer un fonds de commerce d'où il tire l'essentiel de sa prospérité, à défaut de sa légitimité, il y a un pas que N. Klein n'hésite pas à franchir.

19. *Hollow land...*, op. cit.

20. Naomi Klein, « Laboratory for a fortified world », *The Nation*, June 14, 2007 [notre trad.]; <http://www.thenation.com/doc/20070702/klein>

21. Naomi Klein, art. cit.

Si l'on en croit, Thomas Friedman, éditorialiste au *New York Times*, auteur, entre autres, de best-sellers à la gloire du capitalisme transnationalisé et du condominium américano-sioniste au Moyen Orient, Israël est un pays où l'innovation technologique née de l'audace imaginative de jeunes entrepreneurs tient lieu de pétrole. Le même avait déclaré que, sous le double effet bénéfique de la globalisation et de la révolution numérique, « le monde est devenu plat » parce que désormais sans frontières commerciales ni politiques. Sa consœur ne pouvait laisser pareilles assertions sans réplique : « Israël est passé de l'invention d'outils pour le "monde plat" à la vente de barrières à une planète d'apartheid. Les entrepreneurs qui réussissent le mieux dans le pays sont nombreux à utiliser le statut d'État-forteresse d'Israël, entouré d'ennemis furieux, comme une sorte de hall d'exposition ouvert jour et nuit, un exemple vivant du savoir-faire pour une sécurité relative au milieu d'une guerre perpétuelle²¹. » Et N. Klein de conclure ironiquement sur l'avantage écologique de cette nouvelle ressource : « Le pétrole c'est la guerre contre le terrorisme, c'est l'état de peur constante qui crée une demande globale sans limite d'appareils pour observer, écouter, contenir et viser des "suspects". Et, ainsi qu'il s'avère, la peur est la dernière matière première renouvelable. » Est-il besoin d'une autre conclusion ?

Jean-Pierre Garnier

Jean-Pierre Garnier, sociologue urbain, membre des comités de rédaction des revues *Espaces et Sociétés* et *L'Homme et la Société*, collabore avec les Big Brother Awards. Parmi ses dernières publications, *Le nouvel ordre local, Gouverner la violence*, L'Harmattan, 2000, et « La volonté de non savoir. La recherche urbaine à l'ère consensuelle », in *Villes et résistance sociale*, Agone, 2007.

Résumé

L'occupation de la Palestine par Israël n'a cessé de bouleverser le territoire, au point de faire de ce remodelage permanent une composante clef de la domination sioniste. La conversion de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'architecture en outil de contrôle, de dépossession et de neutralisation repose sur le principe de la « déterritorialisation » : alternant construction et destruction, il s'agit de priver l'adversaire du fondement spatial de son identité collective tout en repoussant les limites de la répression. Adapté au monde capitaliste « globalisé », ce modèle sécuritaire commence à être exporté.



Bil'in, 2008. Photo Gary Fields.

Les Anarchistes contre le Mur

Appel urgent à soutien financier

Le groupe Les Anarchistes contre le Mur est très actif en Israël, avec une présence forte aux points chauds le long du mur de séparation en Cisjordanie occupée. Au cours des années, plusieurs villages affectés par le mur se sont révoltés et se sont structurés en comités locaux de résistance. Ce soulèvement populaire palestinien, soutenu par les Anarchistes contre le Mur, a porté ses fruits. La construction du mur a été ralentie dès 2004. Mais la répression est à l'œuvre, y résister coûte cher. C'est pourquoi Réfractations publie cet appel à une solidarité financière.

Chers ami-es

Au vu des frais judiciaires grandissants de la lutte contre l'occupation menée conjointement par les Israéliens et les Palestiniens et au vu des poursuites judiciaires toujours plus importantes contre les militant-es palestinien-nes, nous nous voyons dans l'obligation d'envoyer cet appel urgent. Nous demandons votre soutien pour que le groupe israélien des Anarchistes contre le Mur (AATW) puisse continuer son travail et, ce qui est encore plus important, pour que nos fonds puissent aussi couvrir les frais judiciaires de nos camarades palestiniens arrêtés lors de manifestations.

Depuis 2003, le groupe a soutenu la lutte palestinienne contre l'occupation israélienne et tout spécialement contre le mur de séparation israélien. Semaine après semaine, AATW a rejoint la résistance populaire palestinienne contre le mur, à divers points de la bande de Gaza : dans les villages de al-Ma'asara au sud de Bethléem, de Beit Ummar au nord d'Hébron, à Bil'in et plus récemment tous les jours au village de N'îlin à l'ouest de Ramallah. Là, l'armée utilise des mesures extrêmes pour réprimer les manifestations,

comme tirer à balles réelles ou mettre en place des sièges ou des couvre-feux.

Des centaines, voire des milliers de militants et militantes ont été arrêté-es et des dizaines ont été condamné-es pour avoir participé à cette lutte. Heureusement, notre groupe est défendu par une avocate dévouée, maître Gaby Lasky. Maître Lasky a travaillé sans relâche pour défendre les militants et militantes arrêté-es lors de manifestations ou d'actions directes dans la bande de Gaza ou en Israël. Bien que la défense judiciaire dont elle fait profiter AATW soit presque un travail à temps complet, elle accepte d'être payée de manière plutôt symbolique. Toutefois, malgré notre campagne de l'an dernier qui nous permis de récolter des fonds, AATW doit toujours 15 000 dollars à Maître Lasky.

Récemment, nous avons observé une augmentation des poursuites judiciaires contre nos camarades palestiniens. Par solidarité, nous cherchons des soutiens financiers pour renforcer les fonds d'AATW dédiés aux procédures légales mais aussi pour couvrir les frais judiciaires de défense des Palestinien-nes arrêtés. Tout cela vient s'ajouter à notre dette existante et à nos frais de communication, de transport et de logistique.

Nous vous encourageons à contribuer financièrement de façon à ce que nous puissions continuer à lutter.

Anarchistes contre le Mur

Infos complémentaires sur le site d'Anarchists

Against the Wall : <http://www.awalls.org/>

Traduction en français

par Alternative libertaire :

<http://www.alternativelibertaire.org/>